



## La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 169 du 1er février 2019

### Pays Nordiques

**Corruption.** Selon le dernier indice de corruption publié par *Transparency International*, qui classe 180 pays selon le niveau perçu de corruption dans le secteur public, le Danemark arrive en tête avec un score de 88/100 (100 correspondant à un pays où la corruption est totalement absente). La Finlande et la Suède sont toutes deux 3<sup>èmes</sup> *ex-æquo* avec la Suisse et Singapour (score de 85/100) suivis par la Norvège en 7<sup>ème</sup> position (84/100). L'Islande, avec un score de 74/100, se classe à la 14<sup>ème</sup> place.



**Genre.** Le 2018 *Nordic Spencer Stuart Board Index* analysant la composition des conseils d'administration (CA) des plus grandes entreprises au Danemark, en Suède, en Norvège et en Finlande sur la période 2014-2018, révèle une baisse globale du nombre de femmes dans les CA des pays nordiques. La proportion de femmes dans les CA est de 36,2% pour l'ensemble de la région et les femmes ont représenté 35% de tous les nouveaux élus aux CA en 2018 (contre 41% en 2017). La disparité entre les pays est cependant remarquable, le Danemark ayant le moins de femmes dans les CA (28%), et la Norvège le plus (46%). A la différence des années précédentes, le Danemark est également le pays scandinave ayant le taux de renouvellement le plus faible (la moyenne dans la région étant de 14,5%), mais est en revanche en tête en nombre d'étrangers dans les CA (36% en moyenne pour l'ensemble des pays nordiques). La Suède mène, de son côté, toujours dans le domaine de la rémunération des présidents des CA, qui s'est élevée à 168 229 € en moyenne pour la zone, en augmentation de 9% par rapport à l'année précédente.

**Climat.** Les ministres de l'environnement des cinq pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) se sont réunis le vendredi 25 janvier à Helsinki pour signer un nouvel accord climat, renforçant la coopération nordique sur ce thème. Cet accord affirme la volonté des pays nordiques d'atteindre la neutralité carbone, ambition nécessaire pour respecter la cible de 1,5 degré fixée par l'accord de Paris. Les ministres nordiques se sont également entendus sur la nécessité de développer les techniques de stockage du CO<sub>2</sub>, de valoriser l'utilisation de bois issu de l'exploitation durable (notamment pour les nouvelles constructions) et de renforcer l'information aux consommateurs sur l'impact environnemental des produits.

### Danemark

**Danske Bank.** L'Autorité danoise de supervision financière (*Finanstilsynet*) vient de demander une rallonge de 38,5 M€ de son budget de fonctionnement sur les 5 prochaines années, afin de pouvoir assurer un meilleur contrôle des banques. Cela représente une augmentation de 19% de son budget en 2019, puis de 16% pour les 4 années suivantes qui viendrait peser sur les banques danoises, qui financent le budget de l'Autorité. Parmi les 23 propositions d'amélioration de la lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC), *Finanstilsynet* souhaiterait notamment augmenter le nombre d'inspections sur place, s'équiper de meilleurs systèmes IT, mais aussi avoir l'autorité pour appliquer des sanctions administratives aux banques. Par ailleurs, l'autorité danoise, qui a publié les conclusions de son audit interne sur le scandale Danske Bank, affirme avoir respecté ses obligations légales ainsi que ses responsabilités (au sens de la directive européenne de 2015) vis-à-vis de l'autorité estonienne de supervision. Le ministre des Finances, Kristian Jensen, se félicite de la mise à l'agenda de la présidence roumaine de l'UE du renforcement des règles européennes en matière de LBC et appelle à l'adoption d'un plan d'action avant les élections européennes.

**Union Européenne.** L'élargissement de l'Union Européenne aux pays de l'Est en 2004 aurait permis une augmentation du PIB danois de 5,6 Mds€ (42 Mds DKK), d'après une étude de la *Danish Employers' Association for Finance*. Cet accroissement serait dû à l'immigration d'environ 66 000 travailleurs originaires de ces pays, constituant une main d'œuvre bon marché pour le Danemark. Source d'une hausse de l'offre de travail peu qualifiée, cet afflux aurait permis une modération des salaires, stimulant la croissance et la compétitivité. De fait, un certain nombre d'organisations syndicales danoises, comme *FH*, ont soutenu l'arrivée de ces travailleurs. Néanmoins, la vice-présidente de *FH*, Arne Grevsen, rappelle qu'il est important que les conditions de travail et les grilles de salaires restent alignées sur la législation danoise, et met en garde contre un potentiel risque de dumping social. Aujourd'hui, l'immigration des travailleurs issus des pays de l'Est de l'Europe se poursuit seulement à un rythme ralenti. En effet, l'amélioration progressive des conditions de vie dans ces pays a eu un effet moins incitatif sur l'émigration vers le Danemark.



**Danfoss.** L'entreprise danoise a été désignée par le World Economic Forum comme un modèle en matière d'utilisation des technologies de la quatrième révolution industrielle à des fins durables. En effet, Danfoss allège son bilan carbone grâce à des méthodes digitales innovantes fondées notamment sur l'intelligence artificielle et la transparence digitale. L'exemple emblématique de cette digitalisation généralisée est l'usine de Tianjin, où sont mises en place des techniques d'élimination virtuelle des erreurs de production et de robotisation des opérations internes à l'entreprise. Ces efforts en matière de nouvelles technologies ont permis à Danfoss de réduire de 45% son utilisation d'énergie par unité produite depuis 2007. Désormais, son CEO, Kim Fausing, déclare se concentrer sur les Objectifs pour le Développement Durable des Nations Unies. De fait, un « Global Cooling Prize », porté entre autres par les Nations Unies et le World Economic Forum, a été créé afin de valoriser les solutions de réfrigération respectueuses de l'environnement.

**DHL Express.** L'entreprise mondiale de logistique et de transport DHL Express va investir 1 Md DKK (130 M€) dans un centre de fret régional à l'aéroport de Copenhague. Cet investissement est le plus grand jamais entrepris par DHL en Europe du Nord. Le futur centre viendra compléter les 19 que possède déjà DHL Express et constituera un point de transit déterminant dans les pays nordiques. Il permettra le passage de 37 000 paquets par heure en continu dans un bâtiment d'une surface de 26 000 m<sup>2</sup>, ce qui devrait permettre la création de 100 emplois. Cette activité commencera d'ici 2023, date à laquelle le centre devrait être opérationnel.

## Finlande

**Brexit** La Finlande accélère les préparatifs face à l'éventualité d'une sortie du Royaume-Uni de l'UE sans accord. 200 filiales finlandaises emploient 12 000 personnes au Royaume-Uni et, en Finlande, 300 filiales britanniques emploient 20 000 personnes. Le gouvernement prépare un projet de loi pour permettre aux 5 000 citoyens britanniques vivant actuellement en Finlande de conserver leur droit de résidence sans démarche supplémentaire pour une durée temporaire. Ont également été soumises au Parlement les propositions de règlements de la Commission européenne pour assurer la continuité et la sécurité des transports aériens et de fret routier. La compétence en matière d'accords aériens avec un pays tiers revient normalement aux états-membres, le gouvernement a donc insisté sur le caractère exceptionnel de ces mesures, qui ne doivent pas entraver sa capacité à conclure des accords bilatéraux à l'avenir. Finnavia a d'ailleurs annoncé le renforcement de son service entre Helsinki et Londres en 2019, avec l'ouverture d'une nouvelle liaison. Le dialogue bilatéral se poursuit avec le déplacement du ministre du Travail, Jari Lindström, à Londres les 30 et 31 janvier 2019 pour rencontrer son homologue, Amber Rudd, pour évoquer le succès de la politique de l'emploi britannique, et de l'intégration des réfugiés sur le marché du travail.

**Nokia.** L'entreprise finlandaise a annoncé la mise en place d'un nouveau plan mondial de réduction des coûts à hauteur de 700 M€ d'ici 2020. Il devrait entraîner des suppressions de postes dans l'ensemble des pays où est présent le groupe. La Finlande et la France sont concernées à hauteur de respectivement 460 et 350 postes (sur un total de 5 516 salariés en France, dont 4 136 au sein d'Alcatel-Lucent). Les suppressions de postes ne concerneront pas les activités de R&D de Nokia qui ambitionne de devenir le champion européen de la technologie mobile de cinquième génération. C'est à ce titre que l'entreprise, qui s'est alliée en 2008 avec l'américain T-mobile, a obtenu en août 2018 un prêt de la BEI de 500 M€ pour développer la 5G en Europe. Le plan de réduction des coûts a pour but de faciliter la restructuration en profondeur des activités de l'entreprise et de renforcer sa compétitivité à long terme. En 2017, le groupe avait dégagé un modeste bénéfice d'exploitation, sa perte nette de 1,5 Md€ avait doublé par rapport à 2016 et son CA avait reculé de 2% (23 Mds€). Les résultats des 9 premiers mois de l'année 2018 affichent une perte nette de 752 M€ sur un CA de 15,7 Mds€, en recul de 5% par rapport à la même période l'an dernier.

**Jeux vidéo** L'une des caractéristiques du secteur des jeux-vidéo finlandais au cours de la dernière décennie a été la croissance très rapide du nombre d'entreprises, de l'ordre de 30 à 55 par an. Cette phase semble terminée. En 2017, quatre entreprises se sont introduites en bourse et l'américain Zynga a racheté Small Giant Games pour 310 M€, témoignant de la maturité du secteur, mais seulement 15 nouvelles entreprises ont vu le jour. Le CA cumulé des 260 entreprises finlandaises de jeux vidéo atteignait en 2016 2,5 Mds€ et employait près de 3 000 personnes. En dehors de géants comme Supercell et Rovio, il convient de noter la fragilité et la disparition d'autres acteurs souvent très modestes ainsi qu'une concurrence interne accrue. On constate également un manque d'employés qualifiés dans le secteur. Afin de répondre aux problèmes de recrutement, l'industrie finlandaise a souvent recours aux services de chasseurs de tête et cherche à recruter des programmeurs. Elle souhaite aussi obtenir un assouplissement des conditions d'emploi des travailleurs étrangers et des visas pour les citoyens non européens.

## Islande

**WOW Air.** Depuis le 14 décembre dernier, et après l'annonce de l'ouverture de négociations avec le fonds privé d'investissements américain Indigo Partners, les détenteurs d'obligations de WOW Air ont reçu des propositions de modifications des termes et des conditions de leurs obligations. Le 17 janvier 2019, un nombre suffisant de détenteurs des obligations de WOW Air a accepté les changements de conditions demandés ; le taux d'intérêt et le capital des obligations ne devraient pas être modifiés. La date limite pour la finalisation de l'accord entre WOW Air et Indigo Partners est fixée à fin février.



**Banques.** Le ministre des Finances, Bjarni Benediktsson, a annoncé le lancement du processus de vente des banques islandaises Íslandsbanki et Landsbankinn, dont l'Etat est actuellement propriétaire. Íslandsbanki devrait être vendue en totalité tandis que 35 à 45% des parts de Landsbankinn seraient conservées. Le ministre a déclaré prudemment que le processus de vente pourrait s'étaler sur plusieurs années. Le Livre blanc sur le système financier islandais, paru en décembre dernier, estime la valeur de la part de l'État dans Íslandsbanki et Landsbankinn entre 290 et 330 Mds ISK (2,1 à 2,4 Mds€).

**Politique budgétaire.** Le 24 janvier, lors d'une réunion de la Fédération des industries islandaises, le plan d'investissement de l'Etat pour les infrastructures a été présenté ainsi que les principaux projets des entreprises publiques et collectivités territoriales. Les autorités islandaises prévoient que les dépenses atteindront 128 Mds ISK (936 M€) dans différents projets d'infrastructures en 2019. Par comparaison avec l'année précédente, les investissements augmenteront de 60%, soit de 50 Mds ISK (366 M€). Ces investissements concernent en particulier les infrastructures énergétiques, portuaires, scolaires, routières ainsi que l'agrandissement de l'aéroport de Keflavik.

**Balance commerciale.** Selon l'Institut national des statistiques, le déficit commercial (échanges de biens) s'élèverait à 163,9 Mds ISK (1,2 Md€) pour les onze premiers mois de 2018, contre 152,8 Mds ISK (1,1 Md€) en 2017 pour la même période. La valeur totale des exportations de biens a augmenté de 15,2% et celle des importations de 13,3% au cours des onze premiers mois de 2018 par rapport à 2017. Cette double évolution pourrait être liée à l'augmentation des exportations d'aluminium et de produits de la mer (le début de l'année 2017 ayant été marqué par une grève dans les pêcheries), ainsi qu'à une hausse des importations de carburants et de fournitures industrielles transformées.

## Norvège

**Politique.** La Première ministre, Erna Solberg, a procédé à un remaniement ministériel le 22 janvier, actant l'entrée du Parti chrétien-populaire (KrF - *Kristelig Folkeparti*) dans la coalition gouvernementale qui rassemblait déjà le Parti Conservateur (H - *Høyre*), le Parti du Progrès (FrP - *Fremskrittspartiet*) et le Parti libéral (V - *Venstre*). Deux ministres quittent le gouvernement, une conservatrice et un progressiste. Deux députés du Parti chrétien-populaire, et un membre de ce parti rejoignent le gouvernement, ainsi qu'une députée progressiste. Le Gouvernement Solberg est désormais constitué de 22 membres dont 9 Conservateurs et 7 Progressistes, à des postes stratégiques (Finances, Transports, Pétrole et Energie, Justice, etc.). Avec l'arrivée du Parti chrétien-populaire au sein de la coalition, le gouvernement dispose désormais de la majorité au *Storting*.

**Sylviculture.** Selon des chiffres présentés par la Direction de l'agriculture, les ventes de bois à des fins industrielles se sont élevées à 10,95 millions de m<sup>3</sup>, pour une valeur de 4,5 Mds de NOK (459 M€) en 2018. Même s'il s'agit d'un chiffre record, cela ne met pas en péril le renouvellement des ressources forestières qui continuent de croître. Les prix du bois ont augmenté de 16% par rapport à 2017.

**Norwegian.** Pour des raisons de rentabilité, Norwegian a annoncé le 17 janvier la fermeture au cours de l'année 2019 de six de ses bases en Espagne, en Italie et aux Etats-Unis. La France n'est toutefois pas concernée. Norwegian a en outre adopté un plan de réduction de ses coûts qui doit permettre une baisse de ses dépenses de 2 Mds NOK (206 M€) à minima. Le 24 janvier, le Groupe IAG, maison-mère de British Airways et Iberia, a annoncé qu'il ne rachèterait pas Norwegian et qu'il vendrait sa participation (3,93% du capital) dans la compagnie norvégienne. Suite à cette annonce, le titre de Norwegian a chuté de plus de 20% à la Bourse d'Oslo. Le cours de l'action de Norwegian s'est à nouveau effondré de 29% le 29 janvier, après l'annonce par la compagnie aérienne d'un projet d'augmentation du capital de 3 Mds NOK (309 M€).

**Satellites.** Le 4 juin 2018, le *Storting* a adopté le projet de lancement de deux satellites commerciaux norvégiens civils, destinés à étendre le réseau Internet dans l'Arctique. Or, les députés n'auraient pas été informés que ces instruments seraient également utilisés par l'armée américaine au nord du cercle polaire arctique, un budget de 63 M\$ (55 M€) pour l'année 2018 ayant été alloué par le Pentagone. Frank Bakke-Jensen, ministre de la Défense, aurait seulement déclaré qu'un dialogue informel était en cours avec Washington. Trois députés de l'opposition, Liv Signe Navarsete (Parti du centre), Bjørnar Moxness (Parti rouge) et Torgeir Knag Fylkesnes (Parti socialiste de gauche) ont demandé des explications au ministre dans une question écrite. Ce dernier leur a répondu que la présence de la charge utile militaire n'était encore qu'en cours de négociation et que la décision devrait être prise au cours du premier semestre 2019.

**Cabillaud norvégien.** En janvier, un documentaire de France 5 (« Mollo sur le cabillaud ? ») a dévoilé les processus de transformation du cabillaud norvégien en Chine. Le cabillaud, deuxième poisson le plus consommé par les Français, serait ainsi envoyé en Chine, où on injecterait du phosphate et de l'eau pour augmenter son poids, avant d'être renvoyé en Europe et vendu aux supermarchés français à un prix plus élevé. Ces révélations pouvant porter préjudice à la réputation des produits de la mer norvégiens, le ministère norvégien du Commerce, de l'Industrie et de la Pêche a réagi dans un communiqué en précisant que le problème concernait les pratiques de transformation en Chine et le contrôle des importations de l'Union européenne et non la qualité du produit norvégien.



## Suède

**Marchés financiers.** Les participations des entreprises cotées à la bourse de Stockholm, Nasdaq OMX, ont longtemps été détenues surtout par des fonds d'investissements (Investor, Industrivärden, Lundbergs, Kinnevik, MSAB, Latour, etc), des institutionnels locaux (Alecta, AMF, Folksam, fonds de pension, etc.) ou même par des fondations actionnaires (FAM/KAW, SHB pensionsstiftelse, etc.). Toutefois, depuis quelques années, ce sont surtout les investisseurs étrangers qui intensifient leur présence et qui détiennent aujourd'hui plus de 40% de la capitalisation globale contre 48% pour les institutionnels suédois et 11% détenus par des particuliers (15% en 2008). Le géant américain Black Rock serait désormais le 3<sup>ème</sup> investisseur avec un portefeuille valorisé à environ 24 Mds€, derrière Investor (28 Mds€) et Swedbank/Robur (25 Mds€). Un autre fond américain, Value Guard, arriverait ensuite avec 17Mds€. La montée en puissance des investisseurs internationaux pourrait progressivement accentuer la volatilité de la bourse puisqu'ils auraient souvent un horizon de placement de plus court terme que les sociétés d'investissements, les fondations ou les fonds de pension suédois, auxquels on prête une plus grande capacité à investir dans la durée.

**Innovation.** La Suède chute au classement Bloomberg des pays les plus innovants et arrive 7<sup>ème</sup> alors qu'elle était 2<sup>ème</sup> derrière la Corée du Sud en 2018. Les résultats de la Suède restent très bons en matière de R&D, de l'activité du secteur Tech et de la concentration de chercheurs, mais le pays perd sur l'efficacité de l'enseignement supérieur et le nombre de brevets accordés. Sur ce dernier point, la Suède est notamment dépassée par Israël (5<sup>ème</sup>), l'un des grands gagnants du classement 2019. La France perd une place et arrive 10<sup>ème</sup>.

**Ligne à Grande Vitesse (LGV).** Un séminaire d'experts sur la LGV et les mobilités du futur a été organisé par le Service économique régional de Stockholm et l'Agence suédoise des Transports (*Trafikverket*) le 25 janvier dans les locaux de *Trafikverket* à Solna. Une trentaine d'intervenants de haut niveau étaient présents : la SNCF, représentée par la directrice générale adjointe internationale de SNCF mobilités, Agnès Romatet-Espagne, le ministère de la Transition écologique et solidaire ainsi que les entreprises clés de la LGV française, impliquées sur les projets marocains et britanniques (Alstom, Eiffage, Systra, Ansaldo, etc.). Côté suédois, étaient notamment présents les directeurs de la stratégie et des projets LGV suédois à l'Agence suédoise des transports, le directeur du projet LGV de SJ et le chef du groupe de recherche sur le ferroviaire à l'université KTH. Ce séminaire a permis d'échanger sur les questions de coûts socio-économiques et les difficultés techniques (type de matériau, vitesse, etc.) liées à la construction de la LGV.

**Grève des dockers.** Le conflit entre le syndicat des dockers (*Hamnarbetarförbundet*) et la fédération des ports (*Sveriges Hamnar*) débuté en 2016 se poursuit avec des mouvements de grève dans une douzaine de ports suédois. Entre le 23 et le 29 janvier, des points de grève ont été organisés, ce qui signifie que les dockers se mettent en grève à des heures spécifiques au cours de la journée. Le syndicat des dockers souhaite négocier son propre accord avec la fédération des ports mais celle-ci refuse de remettre en cause l'accord national de branche passé avec le syndicat des transports (*Transportarbetareförbundet*). En 2017, le coût des grèves avait été estimé à 4,5 Mds SEK (400 M€). La perspective d'un accord semble toujours compromise, même si une rencontre entre les deux parties aura lieu le 4 février. Les dockers menacent actuellement de faire grève en dehors des heures prévues.

**Dérèglement climatique.** La tempête Alfrida a fait de lourds dégâts dans les forêts suédoises. Déjà frappées par la sécheresse estivale et les incendies, les forêts suédoises ont à nouveau fait face à des lourdes intempéries début janvier. La tempête Alfrida a généré plus de 500 000 m<sup>3</sup> d'arbres déracinés (chablis) dans les régions de Stockholm, Uppsala et Gotland, les 1<sup>er</sup> et 2 janvier 2019. Il s'agit de la tempête la plus violente à Uppsala depuis 1969.

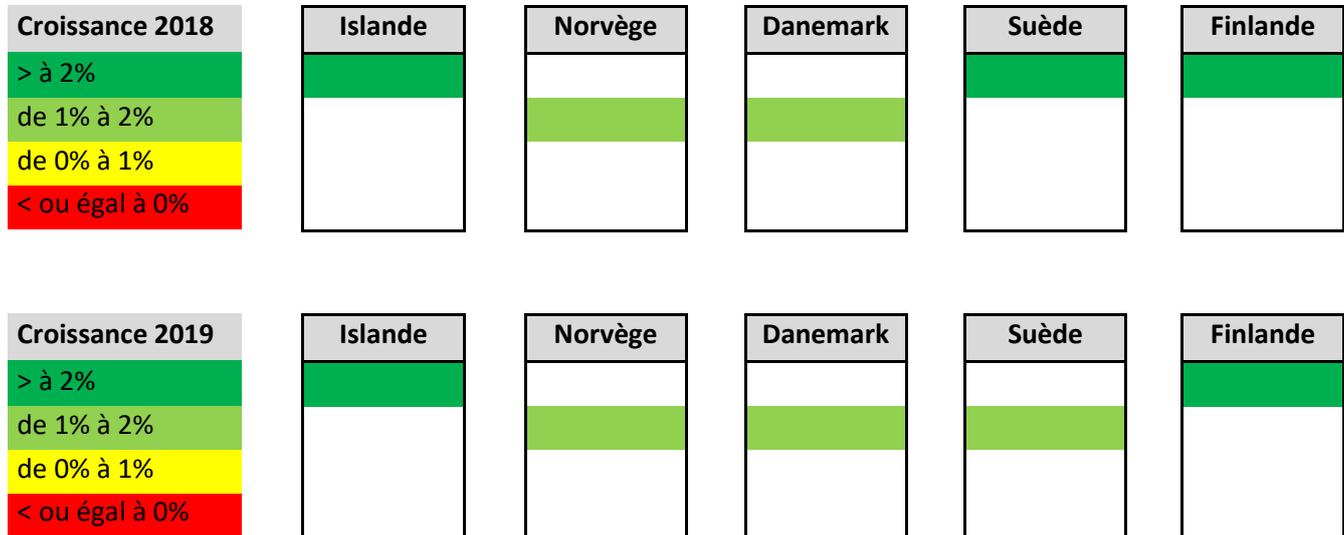
**Voitures électriques.** L'organisation de branche Power Circle prévoit une explosion de la demande en voitures électriques dans les années à venir. Cette prédiction se fonde sur une baisse du prix de ces véhicules dans 4 ans qui deviendront ainsi moins cher que les véhicules fossiles. Actuellement, les véhicules hybrides et électriques représentent 8% des ventes en Suède mais, selon les estimations, la majorité de du parc devrait être électrique d'ici 2026.

**Levées de fonds.** Les levées de fonds des principaux fonds d'investissement suédois atteignent des sommets et confirment l'intérêt pour ce type de placements. Le fonds EQT, détenu par la holding Investor AB, est parvenu à lever 10,75Mds€ pour son fonds EQT VIII en 2018 et Nordic Capital 4,3 Mds€ pour le fonds Nordic Capital IX. Enfin, le fonds Triton vient d'annoncer en ce début d'année qu'il a levé 5 Mds.



La quinzaine nordique – 1er février 2019 © DG Trésor

## 1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	2,5	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	2,3	1,9	4,4	2,7
Institut stat./conj****.	2,3	2,0	2,8	2,4	1,8	2,1	2,2	1,3	3,8	2,5
Commission*	1,2	1,8	2,9	2,2	1,7	1,9	2,4	1,8	3,4	3,1
FMI**	2,0	1,9	2,6	1,8	2,1	1,9	2,2	2,0	3,7	2,9
OCDE***	1,2	1,9	2,8	1,8	1,6	1,9	2,5	1,9	3,8	2,8
SEB	<b>1,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>2,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>	-	-
Nordea	<b>0,9</b>	<b>1,8</b>	<b>2,3</b>	<b>1,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,0</b>	-	-
Danske Bank	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	<b>1,4</b>	-	-

Source :

\* Prévisions d'automne (novembre 2018)

\*\* World Economic Outlook (octobre 2018)

\*\*\* Perspectives économiques (novembre 2018)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration



## 2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	0,2	-0,1	-0,8	-0,2	5,1	5,0	1,1	0,9	1,3	1,0
FMI**	-0,7	-0,5	-0,9	-0,6	5,7	5,7	0,8	0,6	0,7	0,5
OCDE***	0,0	-0,3	-0,6	0,0	5,3	5,4	1,2	1,2	1,3	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,3	32,2	59,8	58,5	31,8	30,4	37,8	35,5	41,0	38,8
FMI**	34,7	34,0	60,3	59,6	36,4	36,4	37,9	34,5	33,8	31,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,5	1,2	1,6	3,0	2,3	2,1	1,9	-	-
cons. privée*	2,3	2,2	2,4	2,1	2,3	1,8	2,4	2,3	5,4	4,0
chômage (BIT)*	5,2	4,9	7,8	7,2	3,4	3,2	6,3	6,2	2,9	3,1

Source :

\* *Prévisions d'automne (novembre 2018)*

\*\* *World Economic Outlook (octobre 2018)*

\*\*\* *Perspectives économiques (novembre 2018)*

\*\*\*\* *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

**Code couleur des mises à jour :**

**En gras :** mise à jour sans changement

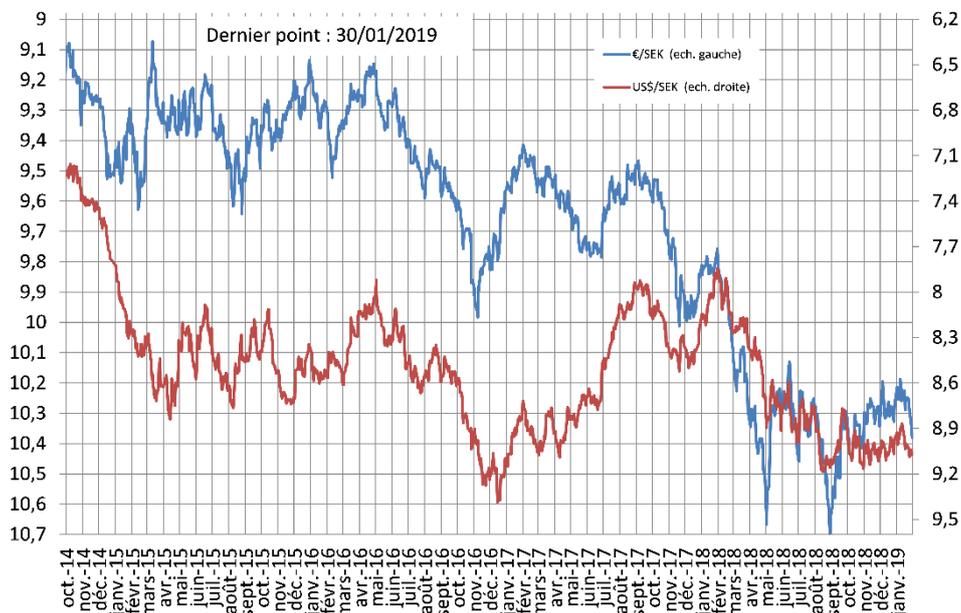
**En rouge :** dégradation

**En vert :** amélioration

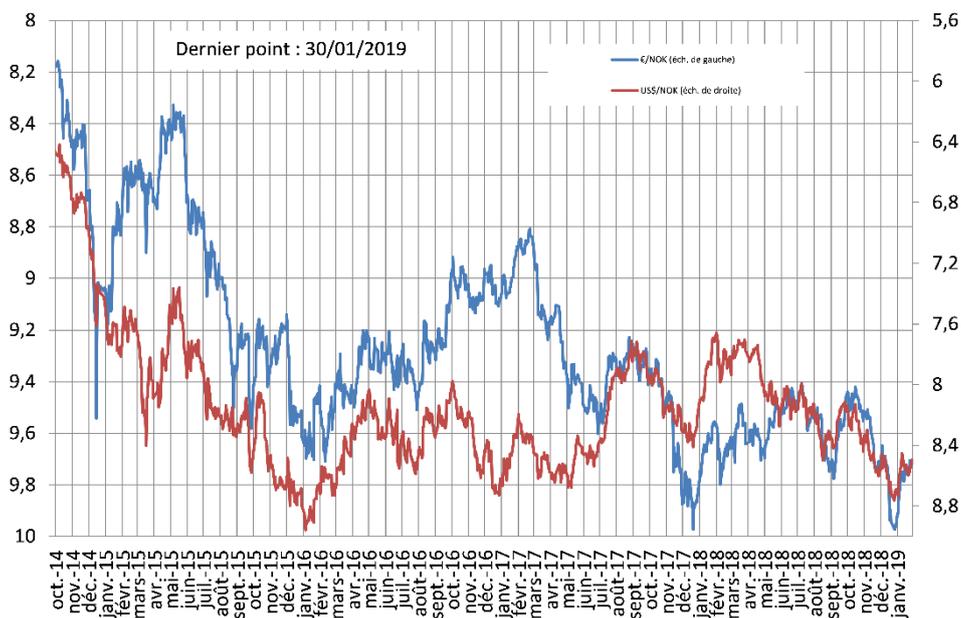


### 3. Evolution des taux de change

#### Couronne suédoise



#### Couronne norvégienne



#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à [eric.duedal@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.duedal@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, I. Saragosa), Helsinki (P. Pouliquen, I. Ezzeddine), Oslo (E. Gabla, S. Morvan, J. Castay), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron).